



SNE - SNUITAM



FSU - MEDDE / METL

Déclaration CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR le 24 mars 2015

Dans la suite logique de la liste commune présentée au comité technique ministériel par la CGT et la FSU, c'est au nom de nos deux organisations que je fais cette déclaration.

C'est dans un contexte difficile pour les agents avec la préparation de la fusion des services régionaux dans les nouvelles régions, ajoutée à la poursuite des suppressions de postes et des difficultés pour repositionner les agents concernés par les arrêts de missions et les fermetures de sites, que ce nouveau mandat de 4 ans s'ouvre aujourd'hui pour le CCAS et que les CLAS sont en cours de renouvellement.

Dans de très nombreux services, les représentants du personnel, les professionnels des services médico-sociaux et aussi de nombreux cadres, reconnaissent que le rythme des réformes imposées par le gouvernement est préjudiciable à la santé des agents et nécessite une pause qui devrait être mise à profit pour faire une véritable étude d'impact sur les réformes précédentes.

Ce contexte anxiogène ainsi que la baisse de salaire net imposée aux agents en 2015 suite au blocage du point d'indice depuis juillet 2010 et à l'augmentation des cotisations retraite, entraîne un ras-le-bol des personnels.

L'annonce du décroisement des ETP du MAAF et du MEDDE laisse les personnels concernés avec beaucoup d'incertitudes sur leur future gestion, leur régime indemnitaire et l'action sociale dont ils pourraient bénéficier.

Les problèmes de restauration collective, d'accès au logement social ou à un prêt aidé à l'accession à la propriété ou à l'amélioration de l'habitat ainsi que l'accès aux places de crèche, restent d'actualité pour les agents et nécessitent des CLAS qui fonctionnent avec des membres qui soient reconnus et accompagnés dans leurs missions.

La CGT et la FSU vous interpellent sur les difficultés rencontrées à l'occasion du renouvellement des CLAS :

- modalités de répartition des sièges dans les CLAS
- temps de décharges d'activité des présidents aussi bien dans les services du ministère que dans les DDI (DDT-M et autres) ou dans les établissements publics.

Nous attendons que vous donniez des consignes précises aux services pour résoudre au plus vite les situations difficiles. Localement l'administration ne doit pas gérer les Présidents de CLAS

comme de simples ETP et respecter leur mandat et les textes qui en définissent les modalités particulièrement l'arrêté du 9 octobre 2014. Les propos inqualifiables tenus à l'encontre d'un représentant du personnel, membre du CCAS ne peuvent pas être banalisés et la CGT et la FSU condamnent de telles dérives.

La CGT et la FSU sont les premières à dénoncer le manque d'effectifs dans tous les services y compris au sein de la DRH et du bureau PSPP2 mais cela ne doit pas justifier des restrictions de fonctionnement des CLAS.

Une délégation du CCAS a été reçue par le conseiller social du MEDDE le 12 février 2015. Plusieurs points ont été abordés dont la baisse du budget d'action sociale et la question de l'information et du suivi des retraités. Nous ne nous contenterons pas des réponses apportées par le conseiller et nous exigeons que des crédits puissent être abondés pour couvrir les besoins des agents notamment en matière de restauration et d'actions collectives tel que les représentants du DRH l'ont évoqué. De même, nous apporterons une extrême vigilance sur les difficultés rencontrées par les associations et particulièrement sur les risques de remise en cause de leur activité en direction des agents et leurs familles au sein des établissements publics.

Enfin, nous attendons pour ce mandat, une véritable implication de l'administration dans l'action sociale du ministère et l'application stricte des textes qui la régissent. Nous souhaitons qu'une attention particulière soit apportée au suivi de carrière, de rémunération, des anciens et des nouveaux Présidents de CLAS.

La CGT et la FSU ne sauraient terminer cette première déclaration du mandat du nouveau CCAS sans rappeler qu'elles appellent les agents actifs et retraités à ne pas baisser les bras dans ce contexte difficile et à participer massivement et dans l'unité la plus large avec les salariés de tous les secteurs publics et privés, à la journée de mobilisation et de grève le jeudi 9 avril 2015, contre l'austérité et pour une réorientation des politiques publiques.

Les représentants CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR.